

N° 55 - 15 JUIN - 15 JUIL. 68

« LE PEUPLE BRETON »
mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

De soutien : à partir de 15 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1^F

UDBON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

La CRISE et les ELECTIONS

Un BILAN de FAILLITE : DIX ANS DE NATIONAL-GAULLISME EN BRETAGNE

Le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 avait suscité de grands espoirs dans une Bretagne déçue par l'instabilité chronique de la IV^e République et inquiète de la continuation du conflit algérien. Il est vrai que de Gaulle bénéficiait a priori d'une grande popularité dans une région où la sous-éducation politique et l'aliénation ethnique ne pouvaient que favoriser les mythes gaullistes.

C'est ce qui explique les majorités éra-santes obtenues dans les cinq départements bretons, tant par de Gaulle lors du référen-dium de 1958 que par ses candidats lors des premières élections législatives du régime.

Ce zèle « gaulliste » des électeurs bre-tons a-t-il entraîné des avantages réels pour la Bretagne ? Comment la V^e République a-t-elle traité ses « braves » et « fidèles » Bretons ? En d'autres termes, quel est le bilan de ces dix années de national-gaullisme en Bretagne ?

LA COMEDIE
DE LA LOI-PROGRAMME

Avec la fameuse affaire de la loi-programme, qui a finalement tourné à la

E. LECLERC,
briseur de grève

(Voir page 6)

SECOMA

73 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 29-5 ERGUE-ARMEL - Quimper - Tél. 21.03

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA

SIEGES FANTASIA
MACHINES A ECRIRE ROYAL

CALCULATRICE MONROE

BUREAUX - CLASSEURS
BOIS - METAL

Agent service : DYMO

Réparations - Recharges

■ Dans l'Édito (Page 2)
L'U.D.B. fait le point

POUR QUI VOTER ?

L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, comme elle l'avait fait lors de la précédente consultation, a présenté à tous les candidats de gauche en Bretagne son Programme Minimum Démocratique Régional 1968. Mais, pour cette consultation, l'U.D.B. a décidé d'accorder dans un certain nombre de circonscriptions, un soutien préférenciel — quelle que soit la position des autres candidats de gauche sur notre P.M.D.R. — à des candidats dont nous connaissons la fidélité à la lutte contre le national-gaullisme et la volonté de construire une Bretagne nouvelle.

COTES-DU-NORD

- Saint-Brieuc I : Y LE FOLL (P.S.U.).
- Saint-Brieuc II : A LE COENT (P.C.F.).
- Lannion : J.-B. HENRY (P.S.U.).

FINISTERE

- Morlaix I : R. PRAT (P.S.U.).
- Chateaulin - Carhaix : A. HEMERY (P.C.F.).

ILLE-ET-VILAINE

- Rennes-Sud : M. PHILIPPONNEAU (F.G.D.S.).
- Redon : J. REFFAIT (F.G.D.S.).
- Saint-Malo : J. LEMAITRE (P.C.F.).

LOIRE-ATLANTIQUE

- Nantes-Sud : S. MALLET (P.S.U.).
- Saint-Nazaire : CARPENTIER (F.G.D.S.).

MORBIHAN

- Lorient : Y. ALLAINMAT (F.G.D.S.).

• Dans les autres circonscriptions

Le P.M.D.R. (dont on trouvera le texte plus loin) nous sert de critère. Dans les circonscriptions où il y a deux candidats qui ont souscrit au P.M.D.R., nous demandons à nos lecteurs de se déterminer pour celui qui leur paraît le mieux placé pour battre le candidat gaulliste ou centriste.

Aussi, compte-tenu des réponses qui nous sont parvenues à l'heure où nous mettons sous presse, nous demandons de voter pour :

— A Brest 1 : F. LE BLE (F.G.D.S.) - A Douarnenez : DONNARD (F.G.D.S.) - A Quimper : P. BOEDEC (F.G.D.S.).

— A Hannebont : M. FICHANT (F.G.D.S.). Pour toutes les circonscriptions du Morbihan, nous avons eu un accord global du secrétaire de la Fédération du P.S.U. - A Aurey, accord de MAURY (P.C.F.).

— A Rennes-Nord, accord de LECOMTE (F.G.D.S.) et accord avec réserves de FOULON (P.S.U.).

— A Guingamp : THOMAS (F.G.D.S.) - LE MERRER (P.S.U.) - A Ancenis - Clisson : P. BONNET (P.S.U.).

Pour le second tour, l'U.D.B. demande de respecter la discipline de l'unité de la gauche.

(Voir page 4)



REPRESSION



Tel régime, telle police ! Le national-gaullisme a déjà quelques noms qui illustrent les méthodes fascistes de répression : les morts de Charonne, la mort de Ben Barka. Alors qu'il libère Salan et qu'il laisse revenir les fourriers de l'O.A.S. et du 13 mai (Bidault, Lacherroy), le gouvernement montre — en ordonnant la dissolution de plusieurs mouvements d'extrême gauche — où sont ses amis : les fascistes d'« Occident » sont en liberté...

L'expulsion de nombreux étrangers y ajoute un caractère de racisme. Le témoignage que nous publions ci-dessous a déjà paru dans les colonnes de notre confrère « LE NOUVEAU OBSERVATEUR », mais il est de notre devoir de journal libre de le publier pour le faire connaître encore à un plus grand nombre.

On comprendra que nous préservions ici l'anonymat de la jeune femme dont nous publions ici le témoignage. Neuf matteurs en scène français qui la connaissent bien — Jacques Baratier, Claude Chabrol, Jacques Doniol-Valcroze, Robert Enrico, Pierre Kast, Louis Malle, Paul Pavlot, Jean-Daniel Pollet et Jacques Rozier — déclarant qu'il s'agit d'une personne « dont l'honorabilité, le sang-froid et la respectabilité sont au-delà de toute mise en question ».

Les états généraux du cinéma qui viennent de se tenir à Surènes possèdent les références de ce témoignage et en garantissent l'authenticité.

« J'ai été arrêtée par des C.R.S. le vendredi 24 mai à minuit. J'étais à bord d'une voiture croix bleue. J'étais une infirmière à évacuer des blessés dans les hôpitaux. J'étais donc infirmière bénévole. Nous avons été amenés au poste de police de la rue de Grenelle. Là, on nous a mises dans une cage grillagée. Nous avons attendu quatre heures. De temps en temps, les C.R.S. apportaient des blessés qu'ils roulaient de coups. Puis, un car nous a emmenées à Beaujon. Le gendarme qui était dans le car nous conseilla de descendre vite une fois arrivées et de mettre les mains sur la tête.

Beaujon : c'est un centre de triage. Nous descendions du car, matraquée, puis, entre

(Suite en colonne 3)

Compagnie d'assurances

L'UNION

Pierre GRANDEC

8, Allée de Kernisy
QUIMPER — Téléphone : 6-26

Edito (suite de la page 2)

des étudiants courageux des barricades. Mais si le combat de ces derniers a un sens, il ne fallait pas imiter Paris mais bien chercher nous-mêmes en Bretagne, les chemins et les buts de notre combat. Il est inquiétant que l'anticommunisme forcené de certains militants (ou candidats !) du P.S.U. les mène à des attaques ouvertes contre la C.G.T. et ses mots d'ordre, alors que ceux-ci étaient très adaptés à la situation de la Bretagne sous-développée où il y a proportionnellement deux fois plus d'ouvriers payés au S.M.I.G. qu'en France. Il est lamentable qu'il ait fallu le mot d'ordre « national » de l'U.N.E.F. pour que certains « dirigeants » étudiants de Bretagne admettent (?) la nécessité de l'autonomie de l'Université, autonomie particulièrement nécessaire pour notre région sous-développée qui connaît une Université quasi coloniale...

Tout ce qui précède montre à l'envie la justesse des thèses de l'U.D.B. : la Bretagne ne sera sauvée que par son peuple. Pas plus qu'elle ne doit attendre un « homme de gauche providentiel », elle ne doit attendre le salut d'une « ville providentielle », serait-ce le Paris de mai 1968.

Et puisque le combat continue — qui peut dire de quoi demain sera fait ? — il convient de gagner la prochaine bataille, qui est électorale. Aux élections de juin 1968, l'U.D.B. ne présente aucun candidat. Elle se refuse à agrandir la regrettable division de la gauche au premier tour et entend par ses choix, réprover nettement les manœuvres de division.

L'enjeu est d'importance car le pouvoir ne recule devant aucun moyen. La répression atroce de sa police, l'interdiction des manifestations et de plusieurs organisations — alors que les nazis d'« Occident » sont autorisés ! —, le retour précipité des fascistes Bidault et Lacheroy et le ralliement des tixiéristes, la constitution des groupes armés d'« action civique », les attentats contre les grévistes et les républicains, l'appel à l'hystérie nationaliste et tricolore, la tentative de faire régner une « grande peur » dans les campagnes, l'appui fourni aux patrons de choc (qui commencent à Rennes à licencier des ouvriers grévistes !) : tout cela constitue un climat caractérisé de pré-fascisme.

Aussi l'U.D.B. demande-t-elle à tous ceux qui la suivent de voter dès le premier tour pour les candidats qu'elle soutient. Pas une voix bretonne ne doit manquer chez nous à la gauche pour faire face à la menace réactionnaire ; pas une voix de Breton conscient ne doit cautionner 10 ans de mépris, d'exploitation et de colonialisme.



LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

ILLE-ET-VILAINE

Dans ce département, la journée revendicative du 8 mai avait été particulièrement suivie ; dans toutes les villes, des manifestations regroupant ouvriers et paysans avaient rassemblé des milliers de personnes. Chalos à Saint-Brieuc, Dickoff à Dinan, tels étaient les faits les plus récents qui étaient venus aggraver une situation de l'emploi déjà bien compromise : 1 540 demandes d'emploi non satisfaites au premier trimestre 1968.

D'autre part, les résultats partiels du recensement accusent l'aggravation de l'exode. Ainsi, dans le canton de Callac, la population a diminué de 9 % en 6 ans, entre 1962 et 1968. Au total entre 1948 et 1968, c'est une perte de 26 %. Dans le canton voisin d'Uzel, on a calculé qu'en un peu plus d'un siècle (1861-1968), la population avait diminué de 60 %.

Commencée avec la journée du 8 mai, la solidarité ouvriers-paysans s'est vue confirmée au cours des semaines de grève qui ont suivi. La journée de revendication des agriculteurs du 24 mai a pris de ce fait une autre dimension : à Loudéac, les manifestants marquèrent leur passage devant le bureau de Mlle Marie-Madeleine Diesch, député gaulliste de la circonscription en plantant une fourche dans sa fenêtre.

FINISTERE

Le 20 mai, les 1 100 ouvriers de la C.S.F. à Brest décidaient unanimement la grève illimitée et l'occupation des locaux comme le faisaient déjà leurs camarades de Sud-Aviation à Nantes et de nombreuses autres usines, telles Renault. Parmi les raisons profondes dictant l'action des travailleurs, un responsable syndical soulignait : « Depuis 5 ans, aucune question importante n'a pu être réglée au plan local ; la direction de l'usine de Brest se retranchant toujours derrière la direction nationale ». Lors d'une rencontre étudiants-travailleurs dans cette usine, la nécessité de la responsabilité fut le thème le plus souvent repris. La profondeur du mouvement de grève à la C.S.F. à Brest est très significative, car cette usine a toujours constitué pour la propagande gouvernementale un point de référence.

A Quimper, le 23 mai, lors d'un meeting réunissant 1 200 grévistes de la ville et des communes environnantes, les travailleurs adoptaient une motion dans laquelle ils condamnaient la politique du gouvernement et demandaient notamment « le plein emploi, problème aigu en Bretagne ». Le délégué C.G.T., Even, avait déjà, lors du meeting, insisté sur l'actualité de ce problème traduit par l'émigration des jeunes. Les travailleurs bretons, solidaires de leurs camarades en lutte contre le capitalisme soulignaient la gravité particulière de leur situation, due à la politique coloniale du national-gaullisme.

REPRESSION (suite)

deux rangées de C.R.S., j'arrive dans un stade, entouré de barbelés. J'attends debout sous la pluie. De temps en temps, des cars de C.R.S. déversent hommes et femmes matraqués, gazés, ayant des blessures très graves à la tête, des bras cassés, etc...

Les Chinois ou Vietnamiens et les noirs sont particulièrement traités avec une grande violence. Puis, on nous a fait passer dans des salles une à une, un à un. Un C.R.S. m'interpelle « Bouclette, viens ici que je te rase », matraquée. Un gradé intervient, mais la jeune fille qui est devant moi a les cheveux coupés dans tous les sens. Puis, je suis parquée dans une cellule de 2,50 m sur 6 ; au bout de 5 heures, nous sommes 80. Nous pouvons seulement nous tenir debout. Depuis la grille, je peux voir la cour : un jeune homme passe, à moitié nu, il a les jambes lacérées de coups de matraque, il saigne, il se tient le bas-ventre, il urine partout. Un policier se vante de ce qui lui est arrivé. J'apprends par une jeune femme qui était avec moi que les C.R.S. l'ont matraquée jusqu'à l'évanouissement, puis qu'ils l'ont déshabillée en lui matraquant le sexe jusqu'à ce que les chairs éclatent. Des jeunes filles arrivent ; parmi elles, une jeune lycéenne de 16 ans nous raconte qu'elle s'est faite arrêter à Saint-Michel par des C.R.S. Ils l'ont conduite dans leur car, et là, à 4 ils l'ont violée, elle me dit qu'elle s'est laissée faire, sinon ils l'auraient

A l'initiative d'un groupe d'administrateurs de la F.D.S.E.A. démissionnaires en raison de la position équivoque de la Fédération vis à vis des pouvoirs publics, s'est constitué « le Comité d'Action Syndicale » en vue de former une organisation syndicale « démocratique et efficace ». Cette création illustre les changements qui se produisent au sein du syndicalisme agricole. Une minorité de plus en plus forte parmi les agriculteurs se rend compte que la solution des problèmes de l'agriculture bretonne est une solution politique. De plus en plus conscients de l'opposition fondamentale qui existe entre les intérêts des grands céréaliers et betteraviers de la région parisienne et ceux des agriculteurs des régions sous-développées, ils tendent à opter pour une solution socialiste et fédéraliste. Le rôle des membres du C.A.S. et des jeunes agriculteurs du C.D.J.A. a été déterminant dans l'action menée en commun avec les syndicats ouvriers, ces dernières semaines.

A Rennes, « Prix de l'Expansion », on compte parmi les demandeurs d'H.L.M., 1 100 familles dont les ressources ne leur permettent pas de payer un loyer modéré et qui devront être logées dans des logements P.S.R. (logements réalisés au titre du Programme Social de Relogement) ; il en sera construit 48...

LOIRE-ATLANTIQUE

Avant le mouvement de la seconde quinzaine de mai, le personnel de l'usine chimique de la Grande Prairie, à Montoir, avait déclenché une grève pour demander une augmentation de salaire et la réduction du temps de travail. Les ouvriers de Sud-Aviation et ceux des Chantiers de l'Atlantique ont été une fois de plus un des moteurs de l'immense mouvement revendicatif. Rappelons qu'il y a un peu moins d'un an, ils avaient soutenu une grève particulièrement longue pour faire aboutir leurs revendications.

MOR-BIHAN

On sait la place qu'ont tenu les problèmes universitaires dans la crise récente. A Lorient, les enseignants de l'école de la Nouvelle Ville avaient réalisé des affiches dressant le tableau de la situation de l'enseignement primaire dans le département. En 1965, nombre de maîtres supplémentaires demandés par la Commission Paritaire : 174. — Postes créés par le gouvernement : 47. En 1966, nombre de maîtres supplémentaires demandés : 233. — Postes créés : 24. En 1967, nombre de maîtres supplémentaires demandés : 157. — Postes créés : 8.

matraquée ou tondue. Ses vêtements sont déchirés, elle est tuméfiée.

Une autre crie car elle a le doigt cassé ; elle devra attendre 10 heures dans cette cellule avant d'être soignée dans un hôpital, puis ramenée dans la cellule. De nouveau, des arrivages. Tous sont matraqués violemment à leur arrivée ; beaucoup ont de graves blessures à la tête, et saignent et boitent. Vers 12 heures, nous avons droit à un bout de pain et de jambon et un peu d'eau sale. Les C.R.S. se relaient pour nous garder, nous humilient.

D'autres jeunes filles arrivent, elles sont tuméfiées, elles sont restées enfermées 4 heures dans des cars, les C.R.S. jetant à l'intérieur des cars des grenades lacrymogènes pour les asphyxier. Dans la cellule, une femme enceinte a été matraquée. Au bout de 25 heures, nous avons des crises de nerfs ; je fais partie de celles-là. On nous libère et on nous matraque à la sortie. Dans le camp barbelé, il y a encore de nombreux arrêtés qui sont là depuis 25 heures. Je ne sais pas quand ceux-là vont sortir ».

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.A.P., n° 41.387
Tirage : 4 000 — Dépôt légal 2^e trimestre 68